



Genre et militantisme dans le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Pratique des avortements (1973-1979)

Gender and Activism in the MLAC: practising abortions (1973-1979)

Bibia Pavard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/9217>

DOI : 10.4000/clio.9217

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 79-96

ISBN : 978-2-8107-974-0

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Bibia Pavard, « Genre et militantisme dans le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Pratique des avortements (1973-1979) », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 29 | 2009, mis en ligne le 11 juin 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/9217> ; DOI : 10.4000/clio.9217

Genre et militantisme dans le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. Pratique des avortements (1973-1979).

Bibia PAVARD

La mobilisation pour la libération de l'avortement met en œuvre un répertoire d'actions très varié. Se faisant connaître au public par le manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté publié à l'initiative de militantes du mouvement de libération des femmes en avril 1971¹, sa base s'élargit au cours de l'année 1972 et s'appuie sur des actions militantes multiples : tracts, sensibilisation sur les marchés, pièces de théâtre, manifestations, pétitions, et procès dont les plus célèbres sont ceux de Bobigny². À partir de la fin de 1972, et du début de 1973, les militant.e.s déploient également des actions spécifiques : organisation de voyages pour aller avorter dans des cliniques en Hollande ou en Angleterre et pratique non dissimulée d'avortements sur le sol français, à l'aide de la méthode Karman, qui nous intéresse plus particulièrement ici. Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), créé en avril 1973 à l'initiative de médecins, de militant.e.s du Planning familial, de la CFDT, de groupes d'extrême gauche, mais aussi de femmes et d'hommes ordinaires, est au cœur de cette pratique militante des avortements. A travers cette organisation, il s'agit de s'intéresser à l'apparition d'une action protestataire inédite qui s'inscrit de façon plus générale dans

¹ Le manifeste est publié le 5 avril 1971 dans *Le Nouvel Observateur*, il est signé par des femmes célèbres et par des anonymes, la plupart militantes du Mouvement de libération des femmes.

² Il s'agit du procès de Marie-Claire Chevalier, ayant avorté à 16 ans à la suite d'un viol, de sa mère et de trois femmes ayant aidé à sa réalisation. Voir Choisir la cause des femmes 2006.

l'émergence de ce qu'Alain Touraine a appelé les « nouveaux mouvements sociaux » ou encore dans le mouvement de subversion politique et culturelle des années 1968. Grâce à plusieurs témoignages écrits, oraux et filmés, sur les lieux, les gestes et les trajectoires, l'historien ne peut appréhender les modes de vie militants. Il est donc possible de faire une autre histoire des mobilisations pour l'avortement libre, fondée davantage sur les pratiques que les discours, pour voir comment elles redéfinissent les façons de se dire militant.e et comment elles tentent concrètement de déconstruire, avec plus ou moins de succès, les normes de genre. Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception semble particulièrement intéressant pour étudier les mutations de genre dans les années 1968, dans la mesure où il s'agit d'un mouvement mixte, qui remet en cause l'idéologie traditionnelle en matière de sexualité, de famille, de rapports hommes/femmes. Or, la pratique des avortements, qui s'inscrit dans la continuité des luttes des femmes pour disposer de leur corps, n'est pas sans poser problème aux militantes féministes, qui y perçoivent le danger d'un retour de la domination masculine. En effet, si les militants tentent de dépasser les cadres habituels du militantisme et repensent leur identité sexuée, une approche genrée du militantisme demeure et provoque dans certains cas de vives tensions.

La méthode Karman : « une arme révolutionnaire »³

Harvey Karman⁴, psychologue et militant pour la liberté de l'avortement en Californie depuis les années 1950, est le promoteur d'une nouvelle méthode, découverte en Chine, pour faire des avortements dans les premières semaines de grossesse. Elle consiste à aspirer le contenu de l'utérus à l'aide d'une canule et d'une seringue. Contrairement au curetage, alors généralement utilisé pour les avortements, cette méthode est relativement simple à apprendre. L'anesthésie chimique est remplacée une « anesthésie verbale », c'est-à-dire un dialogue constant de la personne avortée avec un ou

³ MLAC-Rouen-Centre 1975 : 23.

⁴ Nécrologie par Elaine Woo, « Harvey Karman, 84; invented device for safer, easier abortions », *Los Angeles Times*, 18-05-2008.

plusieurs intermédiaires, qui accompagnent affectivement l'opération. La découverte de cette méthode par des médecins militants français en 1972, représente un tournant dans la lutte pour l'avortement libre : elle marque le début de la pratique des avortements comme mode d'action.

Plusieurs groupes s'y intéressent. Parmi eux, un groupe de médecins et d'étudiants en médecine à Grenoble autour d'Annie-Ferrey Martin. Née en 1938, elle est anesthésiste au Centre hospitalier universitaire de Grenoble et membre du Planning familial depuis le milieu des années 1960. Sensibilisée par sa pratique professionnelle à l'avortement, elle organise dès 1969 des débats sur les questions de sexualité et d'avortement dans la cité universitaire. À la suite de plusieurs réunions, de la rédaction d'un manifeste signé par des médecins de la région en 1971, elle participe en février 1972 à la création d'un « Comité pour l'abrogation de la loi de 1920 sur l'avortement » qui aide les femmes à avorter. Contacté par Gisèle Halimi qui vient de créer l'association Choisir, le comité décide rapidement de se transformer en une section locale de l'association dans le contexte des procès de Bobigny⁵. Ainsi, en mars 1972, Annie Ferrey-Martin se rend en Angleterre avec quatre étudiants en médecine dans le but de recueillir des informations pour écrire les attendus du projet de loi de l'association Choisir. Grâce à des liens avec le Mouvement de libération des femmes en France, ils accèdent aux réseaux féministes de Londres et sont amenés à rencontrer l'équipe du *King's College Hospital*, qui fait des avortements avec la méthode Karman⁶. Le groupe ramène le matériel nécessaire et commence à pratiquer selon cette technique.

Un autre groupe parisien, le Groupe information santé (GIS) s'y intéresse également. Il est créé par de jeunes médecins politisés à l'extrême gauche dans les années 1960 dans le contexte de la guerre d'Algérie et du Vietnam. Pierre Jouannet, par exemple, milite d'abord à l'UNEF puis dans des mouvements maoïstes. Au moment des événements de Mai et Juin 68, il a déjà accumulé une expérience militante solide, et les vit davantage du côté ouvrier que du côté

⁵ *Choisir*, 2, mai-juin 1973.

⁶ Comité pour la liberté de l'avortement 1973 : 24.

étudiant. Mais au moment du reflux de l'après Mai 68, il décide avec d'autres jeunes médecins militants, tel René Frydman, Jean Carpentier, ou Joëlle Brunerie, et quelques médecins plus expérimentés, de se reconvertir dans des activités qui permettent d'allier « expertise scientifique et capital militant »⁷. Le contexte s'y prête ; il s'agit d'une démarche similaire à celles d'autres groupes qui, dans l'après 1968, souhaitent poursuivre la lutte en inscrivant leur combat dans des secteurs circonscrits, souvent dans leur propre milieu professionnel, dont ils veulent subvertir les règles⁸. Dans le GIS convergent des médecins et professionnels de la santé qui ont un engagement préalable, mais également des non-médecins qui veulent réfléchir à la manière de pratiquer la médecine en dehors des rapports de pouvoir et d'argent. Des sous-groupes sont créés, dont un qui s'intéresse aux questions de la contraception et de l'avortement. Pierre Jouannet découvre alors la méthode d'avortement par aspiration quand, en août 1972, dans l'appartement de Delphine Seyrig⁹, Harvey Karman en fait la démonstration devant des militantes du MLF. Les médecins du GIS se procurent ensuite le matériel et commencent à pratiquer des avortements. Ils élaborent un manifeste, publié dans *Le Nouvel Observateur* le 5 février 1973, que les médecins de Grenoble signent également, dans lequel ils déclarent pratiquer des avortements ou aider à en pratiquer en dehors de tout trafic financier et demandent l'accès de tous à l'éducation sexuelle et à la contraception, y compris pour les mineur.e.s ; le remboursement des contraceptifs par la sécurité sociale ; et, enfin, l'avortement libre remboursé par la sécurité sociale, dont la décision doit appartenir entièrement à la femme.

⁷ Garcia 2005.

⁸ C'est le cas du Groupe d'Information sur les Prisons, né en février 1971 à l'initiative de Michel Foucault, Jean-Marie Domenach et Pierre Vidal-Naquet, voir Brillant 2008 : 380-381 ou encore de juristes qui se réunissent dans le Groupement d'action judiciaire (GAJ) devenu le Mouvement d'action judiciaire (MAJ) voir Israël 2008 : 583-591.

⁹ Delphine Seyrig, actrice française de renommée internationale, est très investie dans le Mouvement de libération des femmes. Elle est une des signataires du manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté.

Le genre de l'avortement : convergences et clivages entre médecins d'extrême gauche et militantes féministes

La découverte de la méthode Karman rend possible la convergence de deux mouvances en faveur de l'avortement libre : les médecins militants et les féministes. Tant à Paris qu'à Grenoble, ce sont les réseaux féministes qui permettent la circulation de la nouvelle méthode d'avortement. La méthode Karman est pratiquée dans des conditions où les femmes se réapproprient leur corps : explications permanentes pendant l'opération, observation du col de l'utérus avec un miroir et même participation éventuelle de la femme venue avorter, qui peut s'introduire les canules elle-même. L'idée est que les femmes peuvent acquérir une expertise sur leur propre corps et « échapper ainsi à la domination du pouvoir et du savoir médical »¹⁰. Les médecins du GIS affirment, que

ce qui [leur] plaît dans cette méthode non traumatique de Karman, c'est le fait que des femmes non médecins ont repensé tous les instruments médicaux, ont transformé des gestes dangereux pour les organes féminins en gestes anodins, tout simplement en utilisant leur bon sens, leur sens de l'observation et leur volonté de ne plus faire souffrir le corps de la femme¹¹.

D'autre part, la simplicité de cette méthode laisse envisager une utilisation « par des femmes expérimentées non médicales, avec l'aide réduite des médecins, réservée aux cas difficiles »¹². Cela rejoint le désir de questionner la relation praticien/patient qui existe chez les médecins militants. Ainsi, deux démarches, jusque-là parallèles, se rencontrent à travers cette technique.

La convergence des deux approches est aussi celle de deux réseaux. Les femmes qui militent au GIS sont souvent féministes et assurent un lien entre le mouvement des femmes et les médecins militants, à travers deux canaux : le MLF et le Planning familial. Certaines personnalités, par leur pluri-appartenance militante ont un rôle de trait d'union entre diverses mouvances. C'est le cas d'Annie Ferrey-Martin à Grenoble, qui est à la fois membre du Mouvement

¹⁰ Zancarini-Fournel 2004 : 209.

¹¹ Groupe information santé, *op. cit.*, *loc. cit.*

¹² MLAC-Rouen-Centre 1975 : 26.

français pour le Planning familial, de l'association féministe Choisir et en contact avec les médecins du Groupe information santé. À Paris, Joëlle Brunerie est également une figure pivot : en tant que gynécologue, elle soigne des militantes du MLF et se sent proche de leur action. Elle est également conseillère conjugale au Planning familial, depuis la fin des années 1960. De plus, certaines militantes du GIS arrivent après un passage par le Mouvement de libération des femmes. C'est le cas de Monique Antoine. Avocate, elle fait partie du collectif de défense des procès de Bobigny en 1972 et proche du MLF, elle est « toujours prête à défendre les copines, toujours présente aux manifestations »¹³. Elle est également proche du GIS parce que son époux, Daniel Timsit, médecin, en est membre. Les liens conjugaux ne sont pas sans conséquence à l'intérieur du GIS. Ainsi, les hommes médecins qui y participent, s'ils ne se définissent pas comme féministes, sont, de manière récurrente, les compagnons de militantes qui se définissent, elles, comme féministes. René Frydman est l'époux de Monique Frydman, ancienne militante d'extrême gauche, qui participe au Mouvement de libération des femmes dès le début des années 1970 et y trouve une façon de réconcilier militantisme et identité personnelle. Si elle ne participe pas directement au GIS, elle a sans doute eu un rôle dans la compréhension qu'a son mari de l'avortement comme moyen de libérer les femmes.

La convergence de ces mouvances mène à la constitution du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) qui naît de la rencontre avec Jeannette Laot de la CFD'T et Simone Iff, présidente de l'association départementale de Paris du Planning familial et vice-présidente du mouvement au niveau national. Cette dernière est hôtesse d'accueil et mène, avec d'autres, depuis 1968 une lutte à l'intérieur du Planning contre le pouvoir des médecins et participe au mouvement de libération des femmes. Avec les médecins du GIS, elles rédigent une charte qui est un « compromis entre différentes logiques politiques » et qui mêle « le vocabulaire classique de l'extrême gauche et de la gauche » et « un

¹³ Gauthier 2002 : 268.

discours féministe » comme l'a montré Michelle Zancarini-Fournel¹⁴. L'association, créée en avril 1973, regroupe également des partis tels que le Parti socialiste unifié, la Ligue communiste, Révolution !, l'Action marxiste révolutionnaire ou la Gauche prolétarienne. C'est aussi dans ce contexte que la mouvance en faveur de l'avortement libre et la pratique des avortements prend le pouvoir dans le Mouvement français pour le Planning familial, en juin 1973, et mène à la présidence Simone Iff, femme et non médecin¹⁵.

Une fluidité existe donc entre le mouvement des femmes et les médecins militants. Cependant, les liens avec le Mouvement de libération des femmes ne vont pas jusqu'à la participation de ses militantes à la fondation du MLAC. L'investissement du GIS sur les questions de contraception et d'avortement survient à un moment où les militantes du MLF prennent du recul face à cette lutte qu'elles mènent déjà depuis deux ans. Certaines voix décrivent, au-delà de la nécessité d'avoir accès à la contraception et à l'avortement, les contradictions psychologiques auxquelles les femmes sont confrontées. Car pour elles, l'avortement implique « une solitude très grande » et « même si tout se passe bien pendant l'intervention, même si on en ressort soulagée, on en garde une impression de mutilation, de marque définitive, de « cicatrice sur l'utérus » écrivent-elles. Publié dans *Le Torchon Brûlé*, journal des militantes du MLF, ce texte exprime une réflexion collective et s'érige contre « le "progrès", pensé par les hommes à la place des femmes » qui est un « piège », « une illusion de liberté »¹⁶. En effet, la revendication de la liberté de contraception et d'avortement, à l'origine développée par les actrices du MLF, a été reprise par un mouvement qui représente tout ce qu'elles rejettent : il est mixte, agit de concert avec des partis politiques et la conscience de genre n'est plus le moteur unique de l'action. Même si au niveau local certaines femmes du MLF peuvent s'investir dans le MLAC, ce dernier suscite des réticences. Ainsi, « le groupe MLF de Rouen » publie un texte pour expliquer qu'il « n'a pas décidé de sa participation éventuelle au MLAC » car

¹⁴ Zancarini-Fournel 2003 : 241-252.

¹⁵ Friedmann 2006.

¹⁶ *Le Torchon Brûlé*, 5, non paginé, non daté.

[t]out dépend de ce qu'on y fait, tout dépend [...] de la place qu'y auront les femmes. Seront-elles le prétexte à une agitation politique organisée par les groupes politiques concernés par le MLAC, ou seront-elles les principales concernées et deviendront-elles les principales animatrices du MLAC ?¹⁷.

De leur côté les médecins du GIS ne comprennent pas l'impératif de non mixité¹⁸, alors que leur groupe fonctionne sur une collaboration entre hommes et femmes et conçoit le combat pour l'avortement dans un rapport de force politique avec le gouvernement. Quant à l'association féministe « Choisir », elle ne participe pas non plus au MLAC décrit comme « une juxtaposition de quelques personnes, animée par un groupe politique très minoritaire dans le pays »¹⁹, qui mènent une action redondante par rapport à son action. S'il y a un rapprochement dans les objectifs, il n'y a pas jonction des luttes.

« Le temps des tracts et des pétitions est dépassé »²⁰ : la pratique des avortements, une redéfinition des frontières du militantisme et du genre ?

L'appellation Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception recouvre une multitude de situations différentes. À côté de l'association nationale, de nombreux « groupes MLAC » sont créés dans les quartiers, dans les entreprises, dans les hôpitaux, dans les universités²¹. Ils regroupent des militants de diverses organisations politiques selon la configuration locale, mais aussi des personnes qui n'étaient pas militantes jusque-là. La plupart des groupes tiennent des permanences et pratiquent des avortements pour mettre en cause la législation : « Est-ce que l'action qu'on doit mener, c'est un député

¹⁷ *Le Torchon Brûlé*, 6, p. 16, non daté.

¹⁸ Entretien avec Pierre et Irène Jouannet, deux militants du MLAC national, 12 novembre 2008.

¹⁹ « Éléments de discussion pour une motion d'orientation », Document non daté, Centre d'histoire du travail, Parti socialiste unifié 42, Dossier Choisir.

²⁰ MLAC-Rouen-Centre 1975 : 3.

²¹ Michelle Zancarini-Fournel 2003, a montré que l'implantation était avant tout urbaine, très concentrée dans Paris et sa banlieue, dans les grandes villes et les villes moyennes.

qui dépose un projet de loi et nous qui nous croisons les bras ? Est-ce que les faits ne nous ont pas montré que c'est l'action directe des femmes et des gens qui fait avancer le problème ? »²², s'interroge Daniel Timsit, médecin du GIS lors d'un débat à Gennevilliers. Tous les groupes MLAC ne pratiquent pas des avortements, mais ceux qui le font décrivent une expérience très forte. Un étudiant en médecine de Grenoble, évoquant sa découverte de la méthode Karman, affirme qu'avec cette technique il était « très satisfait d'avoir enfin une pratique médicale vraie [...] et une pratique authentiquement révolutionnaire »²³. Ce sentiment s'explique par la possibilité de faire correspondre directement l'idéologie et les actions. Dans un contexte où le gouvernement choisit de ne pas sanctionner la pratique des avortements, les militants ont un sentiment de grande liberté. La méthode Karman est accessible à toutes, tout de suite. En effet, elle permet de sortir du système : système médical, système capitaliste, système patriarcal. Elle permet tout d'abord de brouiller les frontières entre spécialistes et non spécialistes par la volonté de « démedicaliser » l'avortement. Cela se mesure, par exemple, dans le lieu où l'avortement est pratiqué. S'il s'agit d'un centre, les locaux doivent être « aussi peu "médicaux" que possible en particulier éviter tout décor impressionnant et traumatisant évoquant la salle d'opération (un travail propre et stérile, ne nécessite pas obligatoirement métal et murs blancs et vides) »²⁴. De plus, les avortements avec la méthode Karman ont davantage lieu dans des appartements de personnes sympathisantes ou chez la femme avortée la fois précédente²⁵. Les médecins qui pratiquent des avortements tentent de « faire oublier » qu'ils sont médecins, notamment en ne

²² Retranscription du débat à la Maison des Jeunes de Gennevilliers à propos de la création d'un centre d'orthogénie ; voir Manceaux & Donzelot 1974 : 237.

²³ Comité pour la liberté de l'avortement et de la contraception : 70. Témoignage de David, 25 ans, étudiant en médecine.

²⁴ « Projet de fonctionnement des centres », document non daté, BDIC, F delta RES 576 5/12/1, dossier n°1.

²⁵ *Avortement et vie quotidienne*, bulletin de liaison des groupes de quartiers n°1, sur la réunion du 28-11-1973, p. 3, BDIC, F delta RES 576 5/12/1.

revêtant jamais de blouse ou en ne se présentant pas comme tels²⁶. Ensuite, l'avortement lui-même n'est pas l'objet principal de la rencontre pour les militants, il s'insère dans toute une série de pratiques, de discussions, de dialogues sur la sexualité et sur la contraception. L'avortement est toujours pratiqué collectivement par une équipe comprenant la personne faisant l'intervention et une ou plusieurs autres personnes qui accompagnent la femme pendant tout le processus. Enfin, l'avortée participe à l'avortement. Cela est compris dans deux sens : elle ne reste pas passive pendant l'intervention. Ensuite, elle doit prendre conscience que son cas n'est pas unique, qu'elle est une parmi d'autres, et doit donc s'engager, elle aussi, dans cette lutte. Cela se perçoit bien dans un tract du MLAC du 14^e arrondissement de Paris intitulé, « l'avortement n'est-il qu'un problème individuel ? ». Il est, de manière très significative, écrit à la seconde personne du singulier :

Tu as décidé d'avorter, ce n'est pas une partie de plaisir. Tu penses que c'est « ton » problème et d'une certaine façon tu as raison. Mais un problème individuel qui se pose chaque jour à 2 000 femmes, est-ce que ça ne devient pas un problème collectif ? Nous le pensons, c'est pour ça que nous sommes là. [...]. Seulement voilà, nous ne sommes pas un service social parallèle. Nous menons une lutte depuis plus d'un an, en dehors de la légalité, et nous te demandons d'y participer²⁷.

Cette participation peut être le fait de devenir à son tour intermédiaire ; elle peut aussi prendre la forme d'une contribution à un fonds d'aide, pour celles qui doivent partir à l'étranger. Si bien que les actions militantes au sein du MLAC ne ressemblent pas aux pratiques militantes traditionnelles. Il s'agit de saper les bases idéologiques de la société. Comme l'affirme un militant :

Il n'est pas possible qu'une femme qui a vécu l'avortement comme sujet [...] vive l'ensemble des actes médicaux par la suite de la même façon qu'elle les vivait avant. La lutte qu'elle a menée dans son lit interfère nécessairement dans sa pratique syndicale, dans le travail, face au patron, à la hiérarchie de l'usine, etc. D'où l'importance de la lutte idéologique

²⁶ Entretien avec Jeanne Weiss, médecin anesthésiste, militante au MLAC, le 9 décembre 2008.

²⁷ « L'avortement n'est-il qu'un problème individuel ? », MLAC 14^e, non daté, BDIC, F delta RES 576 5/12/1.

qu'on mène au MLAC. Pour exploiter les gens, il faut les conditionner à des valeurs du système, à une forme de vie. Quand tu touches à cette forme de vie, ça n'est pas possible que l'exploitation continue...²⁸.

Cette forme de militantisme semble être une hybridation de celui développé au sein du mouvement de libération des femmes qui s'appuie sur des réunions, l'appréhension collective des problèmes individuels, les groupes de conscience où l'on parle de son intimité, de sa sexualité d'une part et d'autre part d'un militantisme d'extrême gauche qui se veut au plus près des problèmes quotidiens des classes populaires, à la base. La pratique des avortements est donc conçue comme faisant partie d'un militantisme global qui ne s'arrête pas aux questions de contraception et d'avortement et qui implique un changement total d'appréhension du monde.

La frontière traditionnelle qui sépare militants et non militants est brouillée : toutes les femmes avortées sont des militantes potentielles et les militantes ont souvent elles-mêmes avorté. Les militants d'extrême gauche ont l'impression de pouvoir, enfin, atteindre les couches populaires. En effet, les groupes MLAC formés localement attirent des personnes qui ne s'étaient jamais engagées auparavant et qui franchissent le pas parce que les questions de contraception et d'avortement font écho à une expérience personnelle pénible. C'est le cas d'Annick Le Roux, militante au MLAC de Caen. Née en 1942 dans un milieu catholique traditionnel du Finistère, elle fait face à une grossesse non désirée en 1970. Grâce à une amie suédoise, elle obtient une adresse en Angleterre où elle se rend pour avorter. Elle décrit cette expérience comme « douloureuse », elle n'en parle à personne et doit « faire son deuil toute seule ». Quand elle entend parler de l'existence d'un MLAC à Caen en 1973, elle profite de l'occasion car, déclare-t-elle, « si je pouvais contribuer à éviter à des femmes ce que j'avais connu (la panique, le tabou, la solitude, même dans des conditions pas trop mauvaises), j'étais partante tout de suite ». Elle accompagne trois avortements dont un qui est réalisé chez elle. Ce nouvel engagement est pour elle « une libération du poids [qu'elle] traînai[t] en [elle], un soulagement, une sérénité qui

²⁸ Extrait d'un débat reproduit dans *Cinéthique* « Histoire d'A, un an de diffusion », n° spécial octobre 1974, cité par Reynaud 1978 : 213.

s'installait ; une complicité de femmes ». À partir de cette époque-là, elle se dit féministe²⁹ et, comme elle, un certain nombre de femmes se découvrent féministes à travers le MLAC.

Faut-il continuer ? Les limites de la pratique des avortements

La pratique des avortements implique aussi une redéfinition de soi et notamment un questionnement de son identité sexuée. Les hommes qui militent dans le MLAC, remettent en question leur identité masculine et leur rôle d'opresseur, et croient au bien fondé de la lutte féministe. Quant aux femmes, pratiquer des avortements sur d'autres femmes exprime et réaffirme leur conscience de genre, à travers une impression de très forte solidarité et la conscience d'une oppression spécifique aux femmes contre laquelle elles luttent. Et pourtant, malgré une volonté de déconstruction, la frontière des genres dans le militantisme semble difficilement dépassable. Hommes et femmes ne définissent pas leur engagement de la même façon, comme le montre le témoignage d'un militant du MLAC Rouen-Centre :

Dans le MLAC [...] on trouve aussi de nombreux hommes venus individuellement. Cela peut sembler étonnant à première vue. [...] On conçoit bien [...] le militantisme des mouvements de femmes, et des femmes, qui sont journallement niées dans leur chair et dans leur vie à cause de cette loi. Mais par contre pourquoi y aurait-il des hommes venant individuellement au MLAC ? En tant qu'homme l'avortement ne me concerne pas puisqu'il n'a pas lieu dans mon corps...[...] Par contre, en tant que militant, je suis solidaire de la lutte des femmes contre le système qui produit l'avortement³⁰.

Selon cette définition, les femmes viennent au militantisme par leur propre vécu tandis que les hommes le font d'un point de vue plus théorique. Cette même interprétation est visible dans la démarche d'Irène Jouannet par exemple. Épouse de Pierre Jouannet, elle ne se définit pas comme militante, car elle a toujours éprouvé des réticences face aux extrémismes. Elle s'avoue même fâchée que son mari « l'entraîne » dans la cause de l'avortement. Elle se rend une fois

²⁹ Enquête par questionnaire auprès d'Annick Le Roux, novembre 2008.

³⁰ MLAC-Rouen-Centre 1975 : 10-11.

à une permanence d'accueil pour des avortements et elle trouve que la façon dont elle est assurée est « terriblement gauchiste », « nonchalante », face à des femmes dans la détresse. Elle se savait « un air sage, un air rassurant » qui serait utile pour l'accueil des femmes. Ce n'est donc pas l'aspect théorique qui l'amène à s'engager, « c'est plutôt l'aspect humain » qui « l'emmène ensuite sur des pas politiques ». Elle devient intermédiaire et pratique quelques avortements avant de se consacrer à l'accueil des femmes à la permanence du MLAC central³¹. Sa manière d'aborder son engagement, par la solidarité et l'aspect caritatif, est représentative d'un militantisme traditionnellement défini comme féminin.

Cette différence d'approche du militantisme ne va pas sans une reconstitution des hiérarchies de genre à l'intérieur du mouvement, notamment entre les médecins et les intermédiaires qui sont presque toujours des femmes. Certaines militantes du MLAC réprouvent que l'on confie aux femmes des tâches qui les ramènent à leur rôle traditionnel dans la société et critiquent la domination des hommes dans le mouvement : « une fois de plus le contrôle des femmes sur une action qui les concerne directement [...] leur a échappé : il faut reconnaître que dans les groupes de pratique, les femmes ont retrouvé leur rôle traditionnel d'infirmière, d'assistante sociale, de confidente »³². De plus, certaines militantes dénoncent ce qu'elles perçoivent parfois comme une utilisation du corps des femmes. Jeanne Weiss, médecin et féministe raconte qu'elle s'est opposé à Alain Landau, médecin et militant de la Gauche prolétarienne dans le MLAC du 14^e arrondissement de Paris, lorsqu'il met en place un système de déclenchement pour les grossesses de plus de huit semaines pour lesquelles la méthode Karman est impossible. Une petite hémorragie est provoquée sur la femme qui est ensuite amenée par un groupe à l'hôpital, afin d'obliger le médecin à faire un curetage et mettre ainsi le système devant ses responsabilités. Pour Jeanne

³¹ Entretien avec Pierre et Irène Jouanet, 12 novembre 2008.

³² « La Liberté, la gratuité de l'avortement nous concerne en premier chef », texte présenté comme émanant des groupes de quartier MLF militant au MLAC, *Avortement et vie quotidienne*, bulletin de liaison des groupes de quartier n°9, 31 janvier 1974 : II.

Weiss, dans cette stratégie « les femmes doivent servir la cause » tandis que pour elle « la cause doit servir les femmes ». Elle s'oppose à cette méthode et quitte le MLAC 14^e pour fonder le MLAC-hôpital Broussais³³. Une critique de la pratique des avortements existe également chez des militantes du MLF de la tendance Psychanalyse et politique. Dans un ouvrage publié en 1973 et intitulé de manière significative *L'alternative, libérer nos corps ou libérer l'avortement*, on peut notamment lire une critique de l'idée que la méthode Karman n'est pas douloureuse³⁴.

Du point de vue des personnes qui viennent au MLAC, la pratique des avortements a aussi ses limites. Les militants constatent que, la plupart du temps, les femmes avortées ne s'impliquent pas dans la lutte. De plus, un sentiment d'échec peut naître quand certaines femmes reviennent pour avorter alors qu'un travail de sensibilisation à la contraception avait été fait. Il est également rare que les femmes viennent avec leur compagnon, elles restent souvent seules face à l'avortement. Jean Daniel Rainhorn, médecin, militant au GIS et au MLAC de Gennevilliers explique ainsi que « la démission du mari est fréquente. Le mari vient quelques fois aux permanences. Dans les meilleurs des cas, il vient accompagner sa femme sur le lieu de l'avortement. Dans les très bons cas, une fois sur cinq environ, il est présent »³⁵. Enfin, certains militants qui se trouvent submergés par les demandes craignent de devenir un service social ou une agence de voyage bon marché. Pratiquer des avortements empêche de militer autrement. La question se pose : ne faut-il pas arrêter les avortements pour confronter les autorités publiques à la demande des femmes ? A cela s'ajoute la lassitude, la fatigue d'une pratique qui est lourde émotionnellement et qui prend beaucoup de temps. Certains militants s'y consacrent à plein temps. Le militantisme s'épuise avec le temps. Alors que dès juin 1973, l'avortement est mis sur l'agenda gouvernemental³⁶, un premier projet de loi des ministres de la santé et de la justice est enterré à l'Assemblée nationale par un renvoi en

³³ Entretien avec Jeanne Weiss, 9 décembre 2008.

³⁴ Collectif 1973.

³⁵ Manceaux & Donzelot 1974 : 221.

³⁶ Sur le calendrier de la prise de décision politique voir Mossuz-Lavau 2002.

commission en décembre, tandis que le décès de Georges Pompidou, début avril 1974, retarde le vote de la loi qui ne survient finalement qu'à la fin décembre 1974 et au début janvier 1975. Dans le contexte des débats parlementaires, certains groupes MLAC arrêtent la pratique des avortements, à partir de novembre 1974, pour se consacrer au processus législatif.

La nouvelle loi sur l'avortement défendue par Simone Veil, ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing, est accueillie favorablement par une partie des militants qui, malgré ses limites, y voient l'aboutissement d'une longue lutte et le succès de leur mobilisation. Pour Monique Antoine, par exemple, la nouvelle loi est « inspirée des pratiques du MLAC dans la mesure où seule la femme peut décider »³⁷. Une partie des militants se désinvestissent du mouvement, d'une part parce qu'ils prévoient une perte de dynamisme du MLAC qui vient de remporter un succès et, d'autre part, parce que bien souvent ils souhaitent personnellement passer à autre chose. Ainsi le bureau national du MLAC, composé des membres fondateurs, démissionne lors de l'assemblée générale de février 1975. Mais d'autres militants refusent de voir se terminer la lutte. Jeanne Weiss, estime, par exemple, que la nouvelle loi est « une catastrophe ». Elle a l'impression que le combat n'est pas terminé et qu'il s'agit d'une reprise en main par la droite sans l'aspect révolutionnaire. De plus, elle refuse de renoncer à tout le potentiel d'énergie que représente le MLAC, tant d'un point de vue personnel qu'organisationnel. Elle se souvient d'une masse de personnes « qui ne pouvaient pas faire le deuil de ce mouvement et de ce qu'il leur avait apporté »³⁸. Elle décide alors de continuer et devient présidente nationale du MLAC qui dénonce une « loi de classe », une « loi restrictive », et « une loi répressive »³⁹.

³⁷ Entretien téléphonique avec Monique Antoine, 21 novembre 2008. Il faut noter que ce témoignage, plus de trente ans après les faits, intègre la vision rétrospective que les mouvements sociaux ont eu un impact fort sur la loi de 1975 et inclut les améliorations postérieures de la loi. Au moment du vote de la loi, la victoire semble davantage en demi-teinte pour la plupart des féministes.

³⁸ Entretien avec Jeanne Weiss, 9 décembre 2008.

³⁹ « Historique du MLAC » document non daté, postérieur à mars 1975, Centre d'archives du féminisme, Archives du MLAC, 10 AF 1.

De plus, des groupes MLAC commencent ou continuent à faire des avortements au moment où d'autres arrêtent. C'est le cas du MLAC Rouen Centre, principalement constitué de militants d'extrême gauche qui ne se reconnaissent plus dans des formes de militantisme classique. Des non médecins choisissent de pratiquer des avortements à partir d'avril 1974. Pour eux, continuer à faire des avortements c'est continuer à militer quand on est déçu par le militantisme, à travers une pratique qui se tourne vers la réappropriation de soi. C'est également le cas du MLAC d'Aix-en-Provence, dans un contexte tout à fait différent. Il s'agit cette fois d'un groupe de femmes, non affiliées à un parti, qui font des avortements dans une volonté de se réapproprier leur corps, leur sexualité et leur militantisme. Leur démarche a fait l'objet d'un film⁴⁰. Le personnage central du MLAC d'Aix est Nicole Grand, sa trajectoire illustre cette évolution militante. Elle est ouvrière spécialisée dans une usine de semi-conducteurs. Avant 1968, elle milite au Parti socialiste unifié et à la CFDT. En 1968, elle organise la grève dans son usine. En 1970, elle décide de monter une commune où vivent hommes, femmes et enfants, elle en a elle-même quatre. Le MLAC d'Aix est animé par plusieurs femmes de la commune, sans compétences médicales particulières, dont la formation à la méthode Karman a été assurée à Marseille par de jeunes médecins. En juillet 1975, une réunion de femmes du MLAC est filmée : y sont présentes des femmes qui ont fait des avortements et d'autres qui ont été avortées qui débattent pour savoir s'il faut continuer la pratique des avortements. La plupart des femmes présentes votent pour continuer, au motif que le réconfort trouvé au MLAC ne pourra pas exister à l'hôpital, et parce qu'elles estiment que la loi n'est pas celle qu'elles voulaient. L'exemple du MLAC d'Aix est bien connu parce qu'en 1977, à la suite d'un avortement problématique sur une mineure, le père de l'avortée porte plainte pour exercice illégal de la médecine. Lors de ce procès les prévenues revendiquent une responsabilité collective. Cet exemple montre la poursuite d'une pratique militante des avortements dans certains lieux circonscrits,

⁴⁰ Le Masson 1980.

même après le vote de la loi, parce qu'elle est comprise dans une démarche plus large de contrôle sur sa vie, sur son corps.

Cependant, de manière générale, si le MLAC persiste au niveau national, il est animé par des militantes féministes affiliées à des partis d'extrême gauche, qui reviennent à un militantisme plus traditionnel – les permanences d'accueil des femmes –, la lutte pour l'application de la loi et pour sa reconduction en 1979. La parenthèse de la pratique militante des avortements est refermée à cette date. Malgré sa faible durée, cette pratique a représenté l'émergence d'un militantisme nouveau, qui marque durablement celles et ceux qui l'ont mené. Elle est la matrice d'un vaste mouvement qui est affaibli en 1975, mais qui a créé des liens durables entre militants d'extrême gauche et féministes à l'intérieur et en dehors des partis politiques, réseau qui est réactivé en 1979 pour assurer la pérennité de la nouvelle loi sur l'avortement.

Bibliographie

- BRILLANT Bernard, 2008, « Intellectuels : du Comité Vietnam à la Goutte d'Or », in *Les années 1968, un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris, Syllepse, p. 368-382.
- CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES, 2006, *Le procès de Bobigny*, Paris, Gallimard.
- COLLECTIF, 1973, *L'Alternative. Libérer nos corps ou libérer l'avortement*, Paris, Éditions des Femmes.
- COMITÉ POUR LA LIBERTÉ DE LA CONTRACEPTION ET L'AVORTEMENT, 1973, *Libérons l'avortement*, Paris, Maspéro.
- FRIEDMANN Isabelle, 2006, *Liberté, sexualités, féminisme. Cinquante ans de combat du Planning pour les droits des femmes*, Paris, La Découverte.
- GARCIA Sandrine, 2005, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 158, p. 97-115.
- GAUTHIER Xavière, 2002, *Naissance d'une liberté, Avortement, Contraception : le grand combat des femmes au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont.
- ISRAËL Liora, 2008, « Le 68 des juristes, défense, revendication, organisation (1968-1974) », in Philippe ARTIÈRES & Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *68, Une histoire collective (1968-1981)*, Paris, La Découverte, p. 583-591.

- LE MASSON Yann, *Regarde elle a les yeux grands ouverts*, Film, 1980.
- MANCEAUX Michèle & Jacques DONZELOT, 1974, *Cours camarade, le P.C.F. est derrière toi*, Paris, Gallimard.
- MLAC-Rouen-Centre, 1975, *Vivre autrement dès maintenant*, Paris, Maspero.
- MOSSUZ-LAVAU Jeanine, 2002 (1^{re} éd., 1991), *Les lois de l'amour, les politiques de la sexualité en France de 1950 à nos jours*, Paris, Payot.
- REYNAUD Emmanuelle, 1978, *D'autres problèmes sociaux, d'autres formes d'organisation politique : le cas de la santé*, Paris, Centre de Sociologie des Organisations (CNRS).
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, 2003, « Histoire(s) du MLAC, 1973-1975 », *CLIO, Histoire, Femmes et Société*, 18, p. 241-252.
- , 2004, « Notre corps, nous-mêmes » in Eliane GUBIN, Catherine JACQUES, Florence ROCHEFORT, Brigitte STUDER, Françoise THÉBAUD & Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 227-238.